



Plus de 2,5 millions dans la rue le 31 janvier ! Le mouvement doit encore s'amplifier !

En réponse aux sondages d'opinion écrasants et aux manifestations massives, la Première ministre déclare que « *les 64 ans ne sont pas négociables* », affichant une posture sourde et brutale.

Le Gouvernement confirme qu'il est dans un rapport de force : il détient le pouvoir et l'utilisera contre l'avis de la population, jusqu'à ce que celle-ci l'oblige à faire autrement.

Les journées d'action des 19 et 31 janvier 2023 ont montré à quel point le rejet de la réforme des retraites est profond.

Les débats publics prouvent chaque jour un peu plus que le recul de l'âge de départ en retraite n'est justifié ni démographiquement ni économiquement, et encore moins humainement.

Cette réforme injuste et rétrograde ne passera pas !

Et, il est urgent de revenir à un âge plus juste de départ en retraite, prenant en compte bien entendu la reconnaissance des métiers pénibles, des catégories actives et des horaires atypiques ayant des conséquences sur la santé.

Nous ne voulons pas seulement nous battre pour celles et ceux qui ont beaucoup à perdre, nous voulons gagner un progrès social pour toutes et tous !

Nous sommes toutes et tous concernés ! Nous devons toutes et tous agir !

Les organisations syndicales des douanes ont décidé de coordonner le plus possible leurs actions afin de développer l'efficacité des mobilisations dans les territoires. Cette démarche a vocation à s'élargir au maximum.

Nous appelons donc tous les collègues à participer massivement aux grandes démonstrations des journées d'action interprofessionnelles à venir. **Le 7 février prochain, nous devons être encore plus mobilisés dans la rue ! Cette journée de grève sera suivie de manifestations le samedi 11 février**, accessibles à toutes et tous, qui devront donc être les plus fortes et les plus massives possible ! Ainsi, les parlementaires seront mis devant leur responsabilité de représentants du peuple.

L'intersyndicale des douanes appelle dans les prochains jours à des initiatives coordonnées de lutte et d'actions diverses afin d'amplifier la mobilisation jusqu'au retrait de cette réforme inique.

A Paris, le 1^{er} février 2023